

TENSIONS SOCIALES

www.iph.mr

www.ipn.mr

L'ENJEU DE LA TORTURE

Jean-Paul SARTRE (1905-1980), philosophe et écrivain français a eu une grande influence sur la philosophie contemporaine et s'est profondément "engagé" dans les luttes politiques et sociales françaises et internationales toute sa vie durant. A travers une production littéraire abondante et très variée (traités de philosophie, romans, pièces de théâtre, essais, articles de presse), il assume le rôle qu'il estime devoir être ce lui de l'écrivain contemporain. Pendant la guerre d'Algérie paraît un petit livre qui fait grand bruit dans l'opinion publique : "La question" d'Henri ALLEG (éd. Gallimard). C'est un violent réquisitoire contre la torture. C'est après avoir lu ce livre que SARTRE écrit l'article qui suit.

*

*

La torture est une vaine furie, née de la peur : on veut arracher d'un gosier, au milieu des cris et des vomissements de sang, le secret de tous. Inutile violence : que la victime parle ou qu'elle meure sous les coups, l'innombrable secret est ailleurs, hors de portée ; le bourreau se change en Sisyphe : il applique la question, il lui faudra recommencer toujours.

Même silence, pourtant, même cette peur, même ces dangers toujours invisibles et toujours présents ne peuvent expliquer tout à fait l'acharnement des bourreaux, leur volonté de réduire à l'abjection les victimes et, finalement, cette haine de l'homme qui s'est emparée d'eux sans leur consentement et qui les a façonnés.

Qu'on s'entretue, c'est la règle : on s'est toujours battu pour des intérêts collectifs ou particuliers. Mais dans la torture, cet étrange match, l'enjeu semble radical : c'est pour le titre d'homme que le tortionnaire se mesure avec la torture et tout se passe comme s'ils ne pouvaient appartenir ensemble à l'espèce humaine.

Le but de la question n'est pas seulement de contraindre à parler, à trahir : il faut que la victime se désigne elle-même, par ses cris et par sa soumission, comme une bête humaine. Aux yeux de tous et à ses propres yeux. Il faut que sa trahison la brise et débarrasse à jamais d'elle. Celui qui cède à la question, on n'a pas

seulement voulu le contraindre à parler, on lui a pour toujours imposé un statut : celui de sous-homme.

Cette radicalisation de l'enjeu est un trait de l'époque. C'est que l'homme est à faire. En aucun temps la volonté d'être libre n'a pas été plus consciente ni plus forte; en aucun temps l'oppression plus violente ni mieux armée.

Jean-Paul SARTRE "*Une victoire*"
Extr. "Situation V" éd. Gallimard – La Pléiade

I - COMPREHENSION DU TEXTE

1. Justifiez le titre du texte.
2. Donnez un autre titre au texte.
3. D'après l'auteur, quelle est l'origine de la torture ? Qu'en pensez-vous ? Justifiez votre réponse.
4. Quel est, selon l'auteur, le but ultime de la torture ?
5. Expliquez dans le texte les mots et expressions suivants :
 - "la question" – "le bourreau se charge en Sisyphe"
 - "l'abjection" – "c'est que l'homme est à faire" .
6. Le but de l'article est-il atteint ? Justifiez votre réponse.
7. Peu-on parler aujourd'hui d'une "radicalisation de l'enjeu de la torture" ? Donnez des exemples précis.
8. A quel contexte historique Sartre se réfère-t-il en écrivant cet article ?

II – EXPRESSION ECRITE : Dissertation.

"La pratique de la torture est une vraie furie de la peur".
Expliquez et discutez cette définition de l'auteur en vous appuyant sur des exemples précis.

III – EXPRESSION ORALE : Enquête.

"La torture dans le monde". Donnez des exemples précis.

LA FAIM ANNIHILE L'HOMME

Médecin anthropologue et économiste, Josué de CASTRO (1908-1973) est brésilien. Représentant son pays aux Nations Unies, puis président de la FAO, il s'est consacré aux problèmes de la faim dans le monde ("Géographie de la faim", "Géopolitique de la faim", figurent parmi ses ouvrages notoires).

En 1963, il préface un ouvrage dénonçant "ce véritable scandale du 20^{ème} siècle" qui atteint une grande partie de l'humanité et constitue "un des aspects les plus explosifs de la crise" contemporaine. Le fléau de la faim dans le monde, thème central des travaux et de l'action humanitaire de J. de CASTRO, est ici envisagé sous un angle scientifique, dans ses répercussions psycho biologiques sur l'individu.

*

*

Ce n'est pas seulement en agissant sur le corps des individus, en dégradant leur taille, en minant leurs chairs, en mangeant leurs viscères et en creusant des plaies et des trous dans leur peau, que la faim annihile l'homme. C'est encore en agissant sur son esprit, sur sa structure mentale, sur sa conduite sociale.

Si, dans son action déséquilibrante du comportement humain, la faim aigue parvient à déterminer, de préférence, une exaltation anormale de l'esprit, la faim chronique tend à provoquer de la dépression et de l'apathie. Dans une expérience de laboratoire, nous avons eu l'occasion de confirmer l'action déterminante de certains types de faim spécifique sur la perte de l'appétit en administrant à des rats un régime alimentaire d'apparence normale, mais qui manquait pourtant de certains acides, substances génératrices des protéines. Sous l'effet de cette carence expérimentale, l'appétit des animaux tombait d'une manière impressionnante ; mais ces mêmes animaux recommençaient à manger avec voracité lorsque, à ce même régime, on ajoutait quelques milligrammes de certains acides aminés.

C'est par un phénomène identique que le Chinois se contente d'une poignée de riz par jour, que le Mexicain se satisfait d'une

simple tortilla de maïs, et d'une tasse de café et que l'habitant de l'Amazonie travaille dans son seringat après avoir absorbé le matin une simple bouillie de farine de manioc, repas qu'il répétera le soir en regagnant sa cabane. Phénomène qui explique également la perte de toute ambition et le manque d'initiative de ces populations véritablement en marge du monde. Il ne faut pas chercher ailleurs l'origine du conformisme chinois, du fatalisme des castes les plus basses de l'Inde, de l'alarmante imprévoyance de certaines populations latino-américaines.

La tristesse est un autre signe émotionnel des peuples qui souffrent d'une faim chronique. Il n'y a pas, à proprement parler, de races tristes, comme l'affirment lyriquement certains sociologues qui n'ont pas étudié avec attention le problème. Ce qu'il y a, ce sont des peuples tristes, de peuples possédés par cette tristesse qu'entraîne la faim, et qui ne parviennent pas à éprouver de la joie, même sous l'action de l'alcool.

Josué de CASTRO

"Géopolitique de la faim", éd. Ouvrières

I - COMPREHENSION DU TEXTE

1. Justifiez le titre du texte "La faim annihile l'homme".
2. Quels sont les conséquences psycho biologiques de la faim pour l'homme ? Justifiez votre réponse par le texte.
3. Parmi les deux actions de la faim sur l'homme, quelle est celle à laquelle Castro accorde de l'importance ? Pourquoi ?
4. Peut-on considérer ce texte comme une dénonciation de la faim dans le monde ? Justifiez votre réponse.
- 5 Expliquez : "apathie" ; "conformisme" ; "fatalisme"
6. Les résultats des observations faites sur des animaux en laboratoire peuvent-ils s'appliquer à l'homme ?
7. Quels effets la faim chronique a-t-elle sur le comportement des populations "démunies" ? Donnez votre opinion.

II – EXPRESSION ECRITE

Selon un rapport de la FAO, le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde a dépassé le milliard en 2009, ce qui est un chiffre jamais atteint auparavant.

Exprimez votre réaction sous forme de développement suivi et illustré d'exemples précis empruntés à vos lectures. (cf. Internet)

III – EXPRESSION ORALE : Exposé/Enquête/Débat.

- (1) L'action nationale, régionale et mondiale entreprise en faveur de la faim dans le monde.
- (2) N'existe-t-il pas de famines "provoquées" ou, du moins "entretenues" ?

UN HOMME VENU D'UNE AUTRE DUREE

Taher Ben JELLOUN est un écrivain et poète franco-marocain de langue française, né le 1^{er} décembre 1944 au Maroc. Philosophe et psychologue de formation, il est l'auteur d'œuvres variées : études psychosociologiques sur l'émigration et ses problèmes, romans, poèmes, chroniques journalistiques. En 1977, dans un recueil de récits en prose poétique et de poèmes "engagés", "les amandiers sont morts dans leurs blessures" (éd. Maspero), Taher Ben JELLOUN évoque notamment le drame de la solitude que vivent de nombreux travailleurs émigrés. La scène se passe dans le métro parisien.

*

*

Il a la peau brune, des cheveux crépus, de grandes mains calleuses noircies par le travail. Son visage sourit et son front dessine des rides serrées. Il a quarante ans, peut-être moins.

Cet homme, habillé de gris, a pris le métro à la station Denfert-Rocherau, direction Porte-de-la-Chapelle.

D'où vient-il ? Peu importe ! Son visage, ses gestes, son sourire disent assez qu'il n'est pas d'ici. Ce n'est pas un touriste non plus. Il est venu d'ailleurs, de l'autre côté des montagnes, de l'autre côté des mers. Il est venu d'une autre durée, la différence entre les dents. Il est venu seul. Une parenthèse dans sa vie. Une parenthèse qui dure depuis bientôt sept ans. Il habite dans une petite chambre, dans le dix-huitième. Il n'est pas triste. Il sourit et cherche parmi les voyageurs un regard, un signe.

Je suis petit dans ma solitude. Mais je ris. Tiens, je ne me suis pas rasé ce matin. Ce n'est pas grave. Personne ne me regarde.

Ils lisent. Dans les couloirs, ils courent. Dans le métro, ils lisent. Ils ne perdent pas de temps. Moi, je m'arrête dans les couloirs. J'écoute les jeunes qui chantent. Je ris. Je plaisante. Je vais parler à quelqu'un, n'importe qui. Non. Il va me prendre pour un mendiant. Qu'est-ce qu'un mendiant dans ce pays ? Je n'en ai jamais vu. Des gens descendent, se bousculent. D'autres montent. J'ai l'impression qu'ils se ressemblent. Je vais parler à ce couple. Je vais m'asseoir en face de lui, puisque la place est libre, et je vais lui dire quelque chose de gentil : *Aaaa... Maaa.... Oooo...*

Ils ont peur. Je ne voulais pas les effrayer. La femme serre le bras de son homme. Elle compte les stations sur le tableau. Je leur fais un grand sourire et reprends : *Aaaa... Maaa.... Oooo...*

Ils se lèvent et vont s'installer à l'autre bout du wagon. Je ne voulais pas les embêter. Les autres voyageurs commencent à me regarder. Ils se disent : quel homme étrange ! D'où vient-il ? Je me tourne vers un groupe de voyageurs. Rien sur le visage. La fatigue. Je gesticule. Je souris et leurs dis : *Aaaa... Maaa.... Oooo...* Il est fou. Il est saoul. Il est bizarre. Il est peut-être dangereux. Inquiétant. Quelle langue est-ce ? Il n'est pas rasé. J'ai peur. Il n'est pas de chez nous. Il a les cheveux crépus.

Qu'est-ce qu'il veut ? Il ne se sent pas bien. Qu'est-ce qu'il veut ?

Rien. Je ne voulais rien dire. Je voulais parler. Parler avec quelqu'un. Parler du temps qu'il fait. Parler de mon pays : c'est le printemps chez moi ; le parfum des fleurs ; la couleur de l'herbe ; les yeux des enfants ; le soleil ; la violence du besoin ; le chômage ; la misère que j'ai fuie. On irait prendre du café, échanger nos adresses...

Tiens c'est le contrôleur. Je sors mon ticket, ma carte de séjour, ma carte de travail, mon passeport, c'est machinal.

Je sors aussi la photo de mes enfants. Ils sont trois, beaux comme des soleils. Ma fille est une petite gazelle ; elle a des diamants dans les yeux. Mon aîné va à l'école et joue avec les nuages. L'autre s'occupe des brebis.

Je montre tout. Il fait un trou dans le ticket et ne me regarde même pas. Je vais lui parler. Il faut qu'il me regarde. Je mets ma main sur son épaule. Je lui souris et lui dis : *Aaaa... Maaa.... Oooo...* Il met son doigt sur la tempe et le tourne. Je relève le col de mon pardessus et me regarde dans la vitre :

"Tu es fou. Bizarre. Dangereux ? Non. Tu es seul. Invisible. Transparent. C'est pour cela qu'on te marche dessus. Je n'ai plus d'imagination. L'usine ne s'arrêtera pas. Il y aura toujours des nuages sur la ville. Dans le métro, ce sera l'indifférence du métal. C'est triste. Le rêve, ce sera pour une autre fois. À la fin du mois, j'irai à la poste envoyer un mandat à ma femme. À la fin du mois, je n'irai pas à la poste. Je retourne chez moi.

Il descend au terminus, met les mains dans les poches et se dirige, sans se presser, vers la sortie.

Tahar Ben JELLOUN "*Les Amandiers sont morts de leurs blessures*" éd. Maspero, 1976.

I – COMPREHENSION DU TEXTE

1. Proposez un autre titre au texte.
2. De quels types de discours s'agit-il dans le texte ? Délimitez-les et dites quel effet (positif ou négatif) l'alternance de ces deux discours a-t-elle sur le lecteur ?
3. Justifiez le titre "un homme venu d'une autre durée".
4. A quelle catégorie d'étrangers appartient cet homme ? A-t-il le désir de s'intégrer où il se trouve ? Justifiez votre réponse par le texte.
5. Où se passe la scène ?
6. Quel problème pose le texte ?
7. Comment expliquez-vous la solitude du travailleur émigré ?
8. Quelle(s) initiative(s) proposez-vous pour sortir le travailleur émigré de sa solitude ?
9. Comparez le texte de Taher Ben Jelloun avec d'autres textes traitant de la condition des travailleurs émigrés. Quelles sont les particularités de celui de Taher Ben Jelloun ?

II – EXPRESSION ECRITE

Jean Jacques Rousseau a écrit : "*Vivre seul est le paradis de l'homme de bien*". Qu'en pensez-vous ? Illustrez vos propos d'exemples précis.

III – EXPRESSION ORALE : Exposé/Enquête.

- (1) Vous avez certainement connu des instants de solitude. Racontez en quelles circonstances. Aimez-vous la solitude ou, au contraire, vous paraît-elle pénible ? Pensez-vous qu'on puisse en tirer profit ? Dans quelles conditions ?
- (2) **Enquête** : les défis de l'immigration.

TEXTE 4

La délinquance est une conduite caractérisée par des délits répétés, considérée surtout comme un aspect social (comportement anti-social) mais également pénal (conflit avec la loi). Elle intéresse tous les pays qu'ils aient été victimes ou qu'ils craignent de l'être un jour. C'est dire combien les articles ou les dossiers sur la délinquance sont d'actualité.

*

*

Malgré la croissance économique fabuleuse dans la Communauté Européenne, il y a en Europe occidentale des millions de gens pauvres et des millions d'enfants qui sont victimes d'une situation sociale déplorable. Une assez grande partie des enfants (et des adultes) ont de troubles psychiques ou terminent l'école sans diplôme.

Le nombre des actes de vandalisme et le nombre de vols et d'autres délits commis par des mineurs a augmenté d'une façon spectaculaire. Ces faits permettent d'éclairer un fait de société plus qu'ils révèlent un fait nouveau sur le psychisme des enfants.

La cause fondamentale de ces perturbations sociales dans nos pays démocratiques et prospères est, selon moi, notre habitude de réduire notre conception de la vie. Nous sommes fascinés, - je voudrais dire : ensorcelés -, par l'évolution spectaculaire des sciences positives, par l'illusion du pouvoir que nous pourrions exercer sur notre environnement, par le désir de posséder les dernières nouveautés.

Etre fort, ne rien devoir à l'autre, être libre, ne dépendre de personne, voilà l'idéal qui est à l'opposé de l'idéal communautaire. A cause de cette conception réduite de la vie humaine, il n'y a plus, ou beaucoup moins, de sentiment d'appartenance. Les villages ont perdu leur âme. Dans les grandes villes, on ne se connaît pas; on se barricade chez soi. La grande famille, avec les oncles, les grands-parents, les cousins, est disloquée, dispersée, La famille nucléaire elle-même est en danger. Cela est évident lorsqu'on considère le taux de divorce. Les gens se retrouvent isolés et angoissés. Ils recherchent alors des excitants: la drogue, l'alcool. Ou bien ils cherchent des émotions fortes dans des relations sexuelles passagères, égoïstes, sans tendresse, sans alliance.

Tous ceux dans notre société qui vivent dans l'angoisse, qui subissent des pressions défavorables, qui ne sont pas aimés, qui sont marginalisés, sont traités par nos institutions d'aide social et thérapeutique d'une façon plutôt destructive, parce qu'on veut les contrôler, parce qu'on a le pouvoir, parce qu'on se croit meilleur. Il y a une distance psychologique énorme entre les clients et les professionnels. L'alternative que je propose est d'être moins fixé sur les faiblesses, les déviances et les défauts. Cette réduction est fondamentalement injuste vis-à-vis de l'être humain. Cet homme marginalisé, angoissé ou en détresse, a, avant tout, besoin de quelqu'un qui croit en lui et qui le supporte, qui l'encourage et mette en valeur ses qualités et ses talents. Le professionnel est avant tout quelqu'un qui se sent responsable, qui répond à l'appel de l'autre pour le respecter et le supporter.

Suivant notre philosophie de base, il est essentiel que les parents restent responsables de l'éducation de leurs enfants. La question qui se pose ici est comment changer l'attitude et le comportement des parents lorsqu'ils sont eux-mêmes perturbés, non motivés, dépressifs, lorsqu'ils sont eux-mêmes victimes d'une éducation défailante ? La réponse à cette question n'est certainement pas facile. Quand les parents viennent pour la première fois me consulter ou pendant la première visite que je rends à la famille, je remarque d'abord leur insécurité, leur angoisse d'être condamné, leur sentiment d'échec, peut-être leur colère ou leur agressivité vis-à-vis de l'enfant. Ici, l'écoute est terriblement importante ! Il faut que je connaisse leur perception des problèmes, leurs interprétations, leurs angoisses, leurs blessures. Je suis là pour les soulager, pour leur donner le sentiment qu'ils sont pas seuls. Les personnes marginalisées et perturbées, ou les parents qui ne savent plus comment traiter leurs enfants, sont souvent face à la solitude. Ils ont besoin de quelqu'un qui les rassure, qui leur donne le sentiment qu'ils ne sont pas seuls, qu'il y a des gens à qui on peut faire confiance, des gens qui peuvent être soutien dans la vie. Ces parents sont assez démunis et c'est important qu'il y ait là une possibilité pour eux de parler de ce qu'ils vivent. Simplement, d'être accueillis, de sentir qu'en fait éduquer leur enfant c'est quelque chose à la fois de très important et à la fois qu'il faut dédramatiser.

Il faut dédramatiser aussi les problèmes et les troubles de comportement de l'enfant, parce que dans ce domaine c'est souvent la perception des parents qui est colorée négativement par opposition aux faits réels. C'est ici justement qu'un diagnostic des qualités et des aspects positifs pourrait être éclairant.

Article extrait d'Internet

I – COMPREHENSION DU TEXTE

1. Donnez un titre au texte
2. D'après le contenu du texte, expliquez ce qu'est "l'idéal communautaire" ; "mythe du développement personnel".
3. Certes, le nombre de délits a augmenté et c'est condamnable.

N'y a-t-il pas de circonstances atténuantes ? Qu'est-ce qui a poussé les enfants et les adultes à ces gestes regrettables mais compréhensifs ?

4. D'après le texte, quels sont les principes d'une aide sociale ? En connaissez-vous d'autres ?
5. Pourquoi étudie-t-on l'être humain à partir de ses défauts ?
6. Quelle opinion l'auteur de ce texte a-t-il des parents victimes d'une éducation défailante ?

II – EXPRESSION ECRITE

Résumez le texte au 1/4 de sa longueur.

III – EXPRESSION ORALE : Enquête

- (1) La délinquance juvénile dans votre quartier, ville ou village.
- (2) Pensez-vous que la cause profonde de la délinquance juvénile soit l'inadaptation à notre environnement ?

EDUQUER CONTRE LE RACISME

Jacqueline Costa-Lascoux est sociologue, directrice de recherches au Centre national de recherches scientifiques (CNRS).

Docteur en droit, elle dirige depuis juillet 2004 l'Observatoire des statistiques de l'immigration et de l'intégration (OSII). Egalement investie dans les questions de l'enseignement, elle est présidente de la Fédération nationale des écoles, des parents et des éducateurs, et a été présidente de la Ligue de l'enseignement.

*

*

Depuis quelques années, à l'école comme dans la société, différents discours contre le racisme se sont succédé, voire superposés. Y en a-t-il un qui vous semble prévaloir aujourd'hui ?

Actuellement, on assiste à un certain effacement du discours des généticiens au profit des discours des philosophes et des sociologues qui valorisent la diversité culturelle, présentée comme une richesse, un apport au développement de la démocratie. Par ailleurs, tout le monde a désormais compris l'inefficacité, voire le caractère contre-productif, d'un discours purement moralisateur et incantatoire contre le racisme. Quant à l'explication qui lie racisme et exclusion, elle est moins présente, car l'observation quotidienne montre que les gens exclus sont parfois autant victimes qu'auteurs de racisme.

Ainsi, on observe, dans les « quartiers sensibles », des manifestations violentes de racisme entre les jeunes eux-mêmes et entre les « communautés ». Si la situation socio-économique favorise les processus de discrimination, le racisme est un phénomène plus complexe que le produit des inégalités sociales.

En quoi réside cette complexité du racisme ?

La logique du « bouc émissaire » est une logique atemporelle, mais les « cibles » du racisme sont variables selon les circonstances et les époques. Ainsi, le racisme ne se réduit pas à un face-à-face de la société française avec « ses immigrés ». La société française est, elle-même, hétérogène et nombre d'« immigrés » victimes de racisme sont déjà français. On constate aussi que des étudiants d'origine étrangère peuvent être en butte au racisme. Le niveau d'instruction ne met pas à l'abri des injures et des actes de discrimination. D'autre part, on connaît bien les mécanismes de victimisation qui conduisent à se revendiquer comme victime du racisme : « Un professeur met une mauvaise note, il est raciste ; une fille ne veut pas sortir avec moi, elle est raciste... ». Cela conduit à une banalisation de l'expression raciste. S'il n'y a plus guère de personnes qui professent ouvertement des idéologies racistes, en revanche, les réactions de rejet au quotidien se développent. C'est le racisme banal, le populisme qui se répandent le plus communément aujourd'hui. Et beaucoup se justifient par l'idée que « les plus racistes, ce sont les autres ». Les processus sont complexes et évoluent rapidement dans leur expression. On ne peut donc plus se permettre des discours réducteurs.

D'où la difficulté d'en parler, notamment à l'école ?

La lutte contre les discriminations, dont le racisme est l'une des formes, fait partie intégrante de l'éducation du futur citoyen. Dans ce cadre, l'école républicaine a pour tâche de rappeler les valeurs fondatrices, d'apporter des éléments d'explication, d'analyse, d'argumentation, de rappeler les droits fondamentaux.

La plus grande difficulté est que l'école, elle-même, est un lieu où se vivent des situations de discrimination. Ainsi les problèmes de violence sont-ils très liés à des sentiments d'injustice, d'humiliation, d'irrespect, que les élèves disent ressentir. Il faut alors analyser, voir comment on entre dans une surenchère de comportements discriminatoires.

N'est-ce pas conférer à l'école une dimension citoyenne qu'elle n'a pas forcément ?

Il faudrait que l'école se conçoive comme une petite « Cité » avec un grand « C », comme un établissement démocratique où le jeune apprend les droits de l'homme et la démocratie. C'est la mission fondamentale de l'école que d'enseigner à l'élève à devenir un citoyen responsable et respectueux de la dignité de ses concitoyens. En cela, l'école a devant elle un énorme chantier.

Comment cette éducation à la démocratie peut-elle prendre corps ?

Par l'instauration d'un parcours civique, de la maternelle au baccalauréat. Ce parcours pourrait s'élaborer autour de la réflexion sur les valeurs, la mise en relation de ces dernières avec les savoirs et les pratiques, la mise en place de modes de participation de tous, élèves compris, à la vie de la communauté éducative. En fait, il faudrait retrouver le sens de l'école à partir de certains principes : l'égalité des élèves, la lutte contre les discriminations, la liberté d'expression, le respect d'autrui, la laïcité.

Ainsi, dans l'éducation contre le racisme, chaque enseignant est partie prenante. Le professeur de français dispose de textes littéraires, le professeur de mathématiques peut enseigner qu'égalité n'est pas similitude, celui de biologie que la couleur de la peau n'est pas un critère très pertinent de classification. Enfin, chaque projet d'établissement devrait posséder un volet « démocratie » pouvant revêtir de multiples formes d'échanges linguistiques, d'expression artistique, de débats...

Alors, la Semaine contre le racisme apparaîtrait comme un moment de consécration des actions menées et non pas comme une simple pause dans le calendrier des activités scolaires.

Et que devient le cours d'éducation civique en tant que tel ?

Il reste le lieu privilégié pour analyser le racisme comme phénomène historique, pour montrer les conséquences des idéologies racistes, aborder les différentes formes d'expression du racisme, étudier les prises de position des grandes figures de la lutte contre le

racisme, la chronologie de la conquête des libertés... Ces éléments de connaissance seront reliés aux actions menées par les élèves. Quant aux moyens, ils peuvent être développés par des partenariats avec les associations. La participation à des campagnes de sensibilisation, à des expositions, à des spectacles complète les études de cas faites en classe.

Devant les dangers de stigmatisation, voire de victimisation, ne peut-il se révéler délicat pour des enseignants ayant devant eux des élèves d'origine immigrée de parler du racisme ?

Certains enseignants savent traiter de ces questions sans heurter les élèves. Pour ceux qui seraient moins à l'aise, le rôle de la communauté éducative est essentiel. Un travail collectif est toujours moins traumatisant. Autre possibilité : solliciter des intervenants extérieurs. Pourquoi ne pas faire venir un juriste, un biologiste, un écrivain, un témoin des combats de la Résistance ? Inviter l'assistant d'anglais à évoquer la situation des minorités ethniques en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, au Canada... Il est possible aussi d'organiser des échanges avec des élèves d'un autre établissement. Je milite beaucoup pour les échanges entre établissements du centre-ville et de la banlieue et avec ceux de pays étrangers.

À ce propos, que pensez-vous de la décision de certains établissements en France et en Belgique de suspendre leurs échanges avec des élèves autrichiens ?

Je trouve cela regrettable car les élèves ne sont pas responsables des résultats électoraux de leur pays. Lutter contre le racisme c'est échanger, exprimer sa solidarité, sa fraternité, et non pas exclure, fermer les portes, stigmatiser en retour.

Avec les élèves, il faut commencer par démonter le mécanisme simpliste du racisme, qui globalise pour déprécier et qui introduit une rupture dans la communication selon la logique d'affrontement du « eux et nous ».

Éduquer contre le racisme demande aussi de s'appuyer sur des faits. L'actualité, les élections en Autriche ou les récents événements d'Andalousie, par exemple, peuvent-ils servir de support ?

Je suis tout à fait favorable à l'analyse de faits de l'actualité, mais en parlant du traitement de l'information, en procédant à une étude critique du rôle des médias. C'est aussi l'occasion d'une approche interdisciplinaire. Concernant les actes racistes contre des ouvriers marocains en Andalousie, par exemple, le professeur d'espagnol peut montrer comment les journaux espagnols ont traité la question ; le professeur d'histoire géographique peut situer le contexte et celui de SES, aborder l'origine économique et sociale des troubles xénophobes. Une comparaison peut être faite avec des événements pris dans l'histoire et dans d'autres pays.

Pensez-vous que l'école en tant qu'institution puisse valoriser auprès des élèves le fait qu'elle est, de par sa fonction intégratrice, l'un des premiers remparts contre le racisme ?

Elle ne serait pas crédible si elle se contentait de transmettre des savoirs disciplinaires. Mais sa mission intégratrice se heurte aux disparités entre établissements scolaires, entre filières. Les orientations sélectives, l'apparition de classes que certains qualifient d'« ethniques » en sont des signes préoccupants. Ce n'est pas là, bien sûr, le résultat d'une volonté délibérée de l'école, mais la conséquence de l'ethnisation de certains quartiers. Se cacher derrière un discours républicain purement formel risque alors d'engendrer des effets pervers. Or l'exemplarité de l'institution est la meilleure leçon de liberté et d'égalité qui puisse être donnée contre le racisme. Enseigner l'éducation civique et faire de nos écoles des lieux d'apprentissage de la démocratie sont les moyens les plus efficaces pour combattre les discriminations.

Propos recueillis par **Isabelle Sébert**
Directrice de recherches au CNRS

I – COMPREHENSION DU TEXTE

1. "Un discours moralisateur et incantatoire". Expliquez cette expression.
D'après l'auteur, ce type de discours est-il efficace ? Justifiez votre réponse.
2. Quel rapport y a-t-il entre racisme et exclusion ? Expliquez et justifiez votre réponse par le texte.
3. Relevez les mots et expressions qui prouvent la complexité de la notion de "racisme".
4. Comment lutter contre le racisme ? Justifiez votre réponse par le texte.
5. Peut-on parler de racisme en classe ? Justifiez votre réponse en vous appuyant sur le texte.
6. Essayez de dégager en une phrase l'idée générale qui inspire ce texte.

II – EXPRESSION ECRITE

"Les plus racistes, ce sont les autres". Cette affirmation exprime t-elle une vérité à laquelle vous souscrivez ?

Illustrez vos arguments d'exemples précis.

III – EXPRESSION ORALE : Débat / Enquête.

Peut-on éduquer contre le racisme ?

RELATIONS INTERNATIONALES

www.ipr.mr

www.ipn.mr

LA MONDIALISATION

Jamais on n'a produit tant de richesses. Jamais les technologies n'ont été aussi développées. Jamais les échanges n'ont été aussi nombreux entre les pays. Pourtant les inégalités et la pauvreté ne cessent de s'accroître. La mondialisation, phénomène marquant depuis une trentaine d'années, générée par les progrès des transports et des télécommunications, a amplifié les relations économiques, financières, culturelles entre les sociétés humaines, mais n'a pas à ce jour amélioré le bien-être des Hommes.

L'expansion des communications (facilitant la circulation des marchandises, des capitaux et des hommes) pourrait permettre d'améliorer les relations entre les hommes, de réduire les inégalités, d'augmenter la coopération entre Etats, mais ce n'est pas ce qu'on constate.

La mondialisation pourrait être positive pour les populations et la planète, mais, les choix actuels ont plutôt entraîné des phénomènes d'appauvrissement et un pillage généralisé des ressources. Ainsi, le monde n'a jamais été aussi riche, mais n'a jamais été aussi injuste. Les richesses mondiales ont certes augmenté, mais l'écart entre les plus riches et les plus pauvres a été multiplié par 3 ces trente dernières années. Certains se sont peut-être enrichis mais globalement, la pauvreté augmente dans les pays pauvres comme dans les pays riches (il y a plus de 50 millions de pauvres en Europe).

On ne peut certes tout imputer à la mondialisation. Les guerres, régimes politiques dictatoriaux, catastrophes naturelles sont responsables en bonne partie de l'appauvrissement des populations.

Néanmoins, la mondialisation a des effets directs indéniables. Ainsi la concurrence entre les travailleurs du monde entier pousse les entreprises à payer toujours moins leurs employés, entraînant au nord, notamment, une lente destruction des droits sociaux. Par ailleurs beaucoup d'échanges internationaux non contrôlés tendent à fragiliser les économies locales. Du point de vue environnemental également, l'accroissement des transports est une catastrophe et contribue au réchauffement climatique (avant d'arriver sur nos étals en France, grande quantité de fruits et légumes ont souvent parcouru des milliers de

kilomètres). La surconsommation des ressources, les pollutions variées, le manque de respect des ressources naturelles (polluer une nappe phréatique est malheureusement plus facile en Inde qui ne dispose pas de législation sévère sur la question qu'aux Etats-Unis ou en Suède).

La mondialisation actuelle est commerciale. Les distances n'étant plus un problème, les entreprises de différents pays commercent de plus en plus à l'échelle internationale. Elle est financière, on assiste à la globalisation des marchés financiers et à l'intensification des mouvements internationaux de capitaux. Elle est économique, pour de plus en plus d'acteurs économiques les frontières n'existent plus : les entreprises peuvent produire à Taiwan, assembler en Tunisie, construire leur campagne de Pub en Italie et vendre aux Etats-Unis.

La mondialisation a de multiples facettes qui sont liées les unes aux autres. Mais ces évolutions se sont faites principalement dans le sens d'une liberté toujours plus grande des entreprises, d'un accroissement de la spéculation et d'une course effrénée aux profits.

Aujourd'hui, les décisions majeures sont prises directement au niveau international, dans le cadre d'Institutions financières internationales telles que la Banque Mondiale ou le Fonds Monétaire International, et au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce. Ces Institutions, qui ont pris une place centrale dans les orientations financières et économiques mondiales, sont de plus en plus critiquées pour les effets de leurs décisions mais aussi pour leur opacité et leur illégitimité, car les peuples ne sont pas associés aux décisions. La Banque Mondiale et le FMI, censés lutter contre la pauvreté, sont accusés d'aggraver la situation des pays pauvres en leur imposant des choix qui ne profitent pas à leurs populations. Quant à l'Organisation Mondiale du Commerce, elle, impose progressivement, avec l'aide des gouvernements du Nord, des normes qui privilégient les intérêts privés sans considérer les droits et le bien-être des populations. De son côté l'ONU, l'Organisation des Nations Unies, qui regroupe les gouvernements en vue du maintien de la paix, peine à faire appliquer certaines résolutions du Conseil de sécurité ou les textes de droit établis sous sa responsabilité du fait de la mauvaise volonté croissante de nombreux Etats.

Il est plus que temps de donner la priorité aux droits de l'homme et non aux intérêts économiques. Pour cela il semble indispensable de transformer profondément les règles du jeu et de mettre en place des modes de représentation des citoyens au niveau international afin de démocratiser les institutions internationales.

La mondialisation actuelle, essentiellement régie par des intérêts privés, est rendue d'autant plus violente qu'elle est caractérisée par une "dérégulation" (la diminution des règles). Les gouvernements, en effet, ne cessent d'abaisser les différentes formes de contrôles et de règles qui pourraient encadrer les activités économiques. Ceci a des conséquences néfastes tant au niveau social qu'environnemental. On voit s'accroître, à l'échelle planétaire, des formes de concurrence de plus en plus dures entre les travailleurs (l'incitation pressante aux délocalisations a des effets destructeurs dans de nombreuses régions).

Au lieu de pousser les entreprises à respecter les règles de l'Organisation Internationale du Travail, l'absence de contrôle pousse au contraire à s'en affranchir. Et si les entreprises, notamment les multinationales, ont une grande responsabilité, le refus de renforcer les contrôles autorise tous les abus. D'autre part, la généralisation de ce qu'on appelle l'économie criminelle (drogue, corruption, blanchiment d'argent, criminalité financière, travail clandestin) s'explique aussi par la multiplication des opportunités qu'a entraîné la libéralisation financière.

Ce système d'échanges économiques profite bien évidemment à de nombreux acteurs, mais ses conséquences humaines et sociales négatives touchent une population massive dans tous les pays (chômage, précarité sociale, inégalités criantes).

Ceci pousse une part de plus en plus importante de citoyens et d'organisations à contester le fonctionnement de certaines institutions, à déconstruire le dogme libéral et à mettre à jour les motivations et les stratégies des entreprises multinationales. Beaucoup réclament l'instauration de nouvelles formes de contrôles, le changement d'orientation des politiques nationales et internationales et la primauté de la défense des droits des personnes sur les intérêts privés et les équilibres financiers.

Ainsi le lien entre les citoyens du monde entier se fait plus net et la nécessité de s'unir plus évidente : il ne s'agit plus d'être solidaire pour

aider certains, il s'agit d'agir ensemble contre les mêmes dysfonctionnements. Et c'est ce qui motive les "altermondialistes" ou plus largement les nombreux mouvements sociaux et citoyens qui développent des alternatives à tous les niveaux.

Extrait d'Internet

I – COMPREHENSION DU TEXTE

1. Quelle est l'intention de l'auteur ? (raconter, informer, expliquer, décrire ...) D'après le texte, qu'est-ce que c'est "la mondialisation" ?
2. Quels sont les problèmes posés par la mondialisation ? En connaissez-vous d'autres ? Justifiez vos réponses d'exemples précis.
3. Donnez un titre à chaque partie du texte.
4. Peut-on parler d'une mondialisation à multiples facettes ? Justifiez votre réponse par le texte.
5. Quelle est l'intention de l'auteur ? (raconter, informer, expliquer, décrire ...)

II – EXPRESSION ECRITE : Dissertation.

Quelles réflexions vous inspire ce passage du texte ? "*Il est plus que temps de donner la priorité aux droits de l'homme et non aux intérêts économiques*". Donnez des exemples précis.

III – EXPRESSION ORALE : Débat.

Avantages et inconvénients de la mondialisation.

ALTERMONDIALISME

Le mouvement altermondialiste, ou antimondialisme, est un mouvement social composé d'acteurs très divers qui proposent pour l'essentiel un ensemble de valeurs « sociales » et soucieuses de l'environnement comme moteur de la mondialisation et du développement humain, en opposition à ce qu'ils analysent comme les « logiques économiques de la mondialisation néolibérale ».

*

*

Le mouvement a pris racine petit à petit tout au long du XX^e siècle. Il commence à prendre de l'ampleur au début des années 1980 dans les pays du sud avec la lutte contre la dette du tiers monde, l'OMC et les plans d'ajustement structurels du FMI ; mais il reste alors inaperçu en Occident. Il apparaît en Europe, aux États-Unis et en Corée à partir de 1994, dans le cadre d'une critique du chômage, de politiques entraînant la précarisation du travail et la remise en cause de la protection sociale.

Les manifestations de Seattle en 1999 sont les premières manifestations médiatisées altermondialistes. Elles sont suivies par un premier Forum social mondial, alternatif au Forum économique mondial de Davos, et par le rassemblement de Gênes en 2001 (avec la mort d'un manifestant par balle lors d'affrontements avec la police italienne) contre le sommet du G8. Les Forums sociaux mondiaux ont lieu chaque année soit à Porto Alegre (de 2001 à 2003), à Bombay en 2004 ou encore polycentrique. En novembre 2002 s'est également tenu le premier Forum social européen à Florence, au cours duquel 450 000 à 1 million de personnes ont défilé contre la guerre en Irak et « pour un autre monde ». En tant que lieux d'échanges et évènements médiatiques, les forums sociaux sont les espaces et les moments privilégiés du mouvement. Il s'est développé

durant les dernières années plusieurs forum sociaux mondiaux, continentaux et locaux.

La ville d'Atlanta a accueilli le premier Forum social des États-Unis du 27 juin au 1^{er} juillet 2007, à l'initiative du Forum social.

Le mouvement altermondialiste résulte de la convergence et de la multiplicité de mouvements. Il regroupe des personnes d'horizons très divers. Pour cette raison, cette mouvance est appelée parfois « le mouvement des mouvements ».

Cette diversité se reflète dans le grand nombre d'organisations se revendiquant altermondialistes. Le point de vue altermondialiste connaît également un écho parmi certains dirigeants des PMA, ainsi que certains l'ont exprimé dans la déclaration de Dhaka ou dans leur appartenance au mouvement des non-alignés.

Convergence d'une multiplicité de mouvements et d'associations, la mouvance altermondialiste n'a pas d'organisation en elle-même. Elle constitue un réseau au fonctionnement « horizontal ». Les associations réunies au sein du mouvement peuvent d'ailleurs être organisées suivant ce modèle (ainsi dans l'Union syndicale Solidaires en France), mais certaines organisations comme ATTAC France reproduisent dans leur structure une hiérarchie pyramidale en octroyant un pouvoir décisionnel important à une minorité, comme le collège des fondateurs d'ATTAC.

La pensée altermondialiste veut, d'une part, faire prendre conscience de ce qu'elle considère comme les méfaits d'une forme de mondialisation trop centrée sur l'économie, et, d'autre part, proposer des réformes ou du moins des alternatives selon la formule "un autre monde est possible". Cependant, si la diversité du mouvement s'avère efficace en tant que front de contestation, son manque d'homogénéité empêche le mouvement de produire un programme politique clair et

de canaliser ses partisans dans une voie unique. Cependant, une orientation commune se dégage sur des thèmes généraux comme la lutte pour le développement durable, la souveraineté alimentaire et les droits fondamentaux comprenant la paix voire la démocratie. L'altermondialisme se veut un moteur de lutte sociale. Il a désigné comme son principal adversaire idéologique le « néolibéralisme. »

L'idée de base des altermondialistes consiste à considérer que le processus de mondialisation économique, s'il n'est pas encadré politiquement, conduit à une augmentation des inégalités dans le monde : d'une part entre la population mondiale la plus riche et la plus pauvre, d'autre part entre les pays du Nord, principalement l'Amérique du Nord et l'Europe, et une majorité des pays du Sud dont l'Afrique subsaharienne et les PMA. Ce dernier point peut toutefois être contesté par l'analyse du PIB par pays sur les 50 dernières années, un indicateur que les altermondialistes contestent en général.

Certains altermondialistes sont par ailleurs préoccupés par l'effet de serre, les OGM (voir Lutte anti-OGM), la pollution qui est engendrée par l'activité industrielle ou encore les armes chimiques et nucléaires.

D'autres accusent les grandes compagnies transcontinentales et les organes financiers et commerciaux internationaux de favoriser, directement ou indirectement, des intérêts privés plutôt que l'intérêt général par la recherche de profits au détriment des facteurs sociaux et écologiques (voir externalité négative et les difficultés à appliquer le protocole de Kyôto ou la Bourse du carbone).

Source: Internet

I – COMPREHENSION DU TEXTE

1. Qu'est-ce que c'est que "le mouvement altermondialiste" ?
2. Quels sont les objectifs de ce mouvement ? Vous paraissent-ils réalisables ? Pourquoi ?
3. Pourquoi ce mouvement ? Justifiez votre réponse.
4. Quels sont les principes de la pensée altermondialiste ?
5. Expliquez la formule "*un autre monde est possible*".
6. Quelle idée altermondialiste préférez-vous et pourquoi ?
7. "L'altermondialisme". A quoi ce vocable s'oppose-t-il dans le texte? Expliquez-le.
8. Pourquoi l'auteur est-il préoccupé par l'effet de serre ? Formulez votre jugement personnel.
9. Que reproche la pensée altermondialiste à la mondialisation ? Justifiez votre réponse par des exemples précis.

II – EXPRESSION ECRITE

- (1) "*Délibérément, le monde a été amputé de ce qui fait sa personnalité : la nature, la mer, la colline, la méditation des soirs.*" Expliquez et discutez cette affirmation d'Albert Camus.
- (2) "*Je n'aime pas qu'on abîme les hommes*" disait Saint Exupéry dans **Terre des hommes**, par le bruit et la foule des grandes villes. Qu'est-ce qui, selon vous, dans la civilisation moderne, "abîme" les hommes ou tend à le nuire ? Voyez-vous comment remédier à de tels maux ? Illustrez vos arguments d'exemples précis.

III – EXPRESSION ORALE : Enquête.

Faites une enquête sur les problèmes d'environnement dans votre ville ou village. Cette enquête sera suivie d'un débat en classe où des solutions concrètes seront proposées afin d'améliorer la qualité de l'environnement.

L'AFRIQUE ET L'UNION EUROPEENNE

Un partenariat solide s'est développé au cours des dernières décennies entre l'Union européenne (UE) et l'Afrique. L'UE reste le premier partenaire commercial de l'Afrique et le plus grand marché d'exportation pour les produits africains. Ainsi, environ 85 % des exportations de coton, fruits et légumes d'Afrique sont destinés aux pays de l'UE.

*

*

Mais l'Europe est surtout le premier partenaire de l'Afrique dans le domaine de la coopération pour le développement. Rien qu'entre 1983 et 2003, l'UE a triplé son aide financière, passant de cinq à 15 milliards d'Euros par an. De nombreux accords réglementent la coopération pour le développement. L'un des plus importants est l'accord de Cotonou pour la coopération avec les Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP).

De nouveaux instruments politiques tels que la mission de l'UE au Congo (EUFOR) ou le financement d'opérations de maintien de la paix de l'Union africaine (AMIS/UNMIS au Darfour ; AMISOM en Somalie) permettent également de constater une européanisation croissante de la politique africaine.

Le continent africain est en pleine évolution. Quelques symboles le montrent clairement : la création de l'Union africaine (UA) en 2002 et le "Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique" (NEPAD). Le rôle accru des communautés économiques régionales (CER) en Afrique et le développement d'une nouvelle élite politique dans les Etats africains ont transformé le continent. Des pays tels que la Chine ou l'Inde s'engagent à nouveau davantage.

Tout cela n'est pas sans conséquences pour la relation entre l'Europe et l'Afrique.

L'UE aussi a changé. Ces dernières années, elle a accueilli 12 nouveaux membres. L'élargissement a augmenté les possibilités politiques et économiques, tout en créant de nouveaux défis pour l'UE par rapport à la coordination et à la complémentarité de son aide.

Les relations entre l'Europe et l'Afrique ont trop longtemps été éparpillées. Tandis que certains Etats membres cultivent depuis des années des relations politiques, économiques et culturelles étroites avec certains pays africains, d'autres sont relativement novices dans la politique africaine et la coopération pour le développement. Au niveau communautaire, la Commission européenne a pu faire des expériences précieuses ces dernières années et a conclu un certain nombre d'accords avec plusieurs pays africains, ce qui constitue pour les parties contractantes une base solide qui permet de planifier et donne de la sécurité.

La "Stratégie conjointe UE – Afrique" adoptée en décembre 2007 constitue l'aboutissement de la Stratégie Afrique adoptée lors du Conseil européen de décembre 2005, qui avait été décidée sans participation directe des Africains. Son but était de donner à l'UE un cadre cohérent, complet, intégré et durable pour ses relations avec l'Afrique. Avec l'aide de l'Union africaine, il s'agissait ensuite d'étoffer le squelette de cette déclaration par des mesures concrètes. Dès le début, les partenaires africains exprimèrent le souhait d'aboutir à une stratégie commune avec les Européens.

Sur la base de la Stratégie UE – Afrique, les représentants de l'UE et des Etats africains ont élaboré une Stratégie conjointe qui fut adoptée officiellement lors du deuxième sommet UE-Afrique le 9 décembre 2007 à Lisbonne. En amont, les organes de l'Union africaine (UA) et de l'UE avaient lancé une vaste consultation publique à ce sujet en 2007, qui permit de rassembler de nombreuses propositions venant de divers groupes d'intérêt publics et privés. Le processus de consultation a permis de rédiger une Stratégie avec

laquelle les sociétés civiles des deux continents peuvent s'identifier, à laquelle elles ont contribué et qu'elles souhaitent soutenir par leur propre travail. Cette consultation publique a permis à tous les intéressés d'influencer le débat sur les relations entre l'UE et l'Afrique.

Partant du constat de valeurs et d'intérêts étroitement reliés et d'objectifs similaires, dans le contexte d'une situation mondiale qui a évolué, la Stratégie conjointe offre un cadre qualitativement nouveau à la coopération future entre les deux continents. Le partenariat devrait ainsi passer à un nouveau degré stratégique, permettant une coopération politique qui entretienne un dialogue continu à divers échelons.

La Stratégie définit plusieurs objectifs :

- Un partenariat politique EU-Afrique qui traite des questions et problèmes d'intérêt commun. Ceci comprend notamment la migration, la paix et la sécurité, l'environnement.
- La réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement par les pays africains d'ici 2015 et la promotion de la paix et de la sécurité, du développement durable, des droits de l'homme, de la bonne gouvernance, etc.
- Une démarche concertée de la part des deux continents au sein des forums internationaux et sur les questions mondiales
- La promotion d'un partenariat qui place les populations au centre de ses préoccupations et implique la société civile dans sa mise en œuvre.

La Stratégie commune se veut un partenariat égalitaire. Les stéréotypes, les perceptions anciennes de l'autre sont à éliminer au profit d'une meilleure compréhension des habitants et des cultures des deux continents. Il s'agit de respecter le rôle prééminent des

Africains eux-mêmes pour le développement économique et social de l'Afrique et la mise en œuvre des programmes de coopération.

Des plans d'action d'une durée de trois ans sont mis en place pour traduire la stratégie dans les faits. Le premier plan d'action (2008 à 2010) comprend huit partenariats :

- Partenariat pour la paix et la sécurité
- Partenariat pour la gouvernance démocratique et les droits de l'homme
- Partenariat pour le commerce et l'intégration régionale
- Partenariat pour les objectifs du millénaire pour le développement
- Partenariat pour l'énergie
- Partenariat pour le changement climatique
- Partenariat pour la migration, la mobilité et l'emploi
- Partenariat pour les sciences, la société d'information et l'espace.

Une troïka ministérielle UE-UA qui se réunit deux fois par an est chargée de diriger la mise en œuvre du Plan d'action. Des équipes sont chargées d'élaborer des propositions concrètes pour la réalisation de ces huit partenariats. Elles s'assurent aussi de la participation d'acteurs non gouvernementaux et de la société civile. Un rapport annuel fait état de l'avancée des travaux.

Situation au 20-03-2008

(Source Ministère fédéral des Affaires étrangères)

I – COMPREHENSION DU TEXTE

1. Peut-on parler d'un véritable partenariat UE-Afrique ? Est-il égalitaire ? Justifiez votre réponse.
2. Quelles sont les caractéristiques de la stratégie conjointe UE-Afrique ?
3. A quoi sert une stratégie Union Européenne - Afrique ? Quels sont les avantages pour l'Afrique ? Donnez des exemples précis.
4. Donnez quelques propositions concrètes (3 à 4 lignes) pour réaliser ces partenariats.
5. Choisissez 3 partenariats puis justifiez-les.
6. Donnez au texte un autre titre.

II – EXPRESSION ECRITE

Pensez-vous que le partenariat U.E. - Afrique ? est plus profitable à l'Europe qu'à l'Afrique?

III – EXPRESSION ORALE : Enquête (travail de groupe).

- (1) Plusieurs projets mauritaniens bénéficient d'un financement étranger. Choisissez-en un que vous connaissez bien. Expliquez son but, son fonctionnement, et indiquez à quel niveau d'exécution il se trouve.
- (2) Parmi tous les projets mauritaniens exécutés avec un appui international quels sont ceux qui présentent le plus d'intérêt pour le pays ? Pourquoi ? Justifiez votre opinion.

COOPERATION SUD-SUD

Si l'assistance technique des pays du Nord aux pays du Sud a déjà fait ses preuves depuis un demi-siècle, de moins en moins de pays pauvres ou en développement ont la capacité financière d'en bénéficier, tant les coûts d'une expertise occidentale sont élevés. Depuis une dizaine d'année, c'est donc entre partenaires du sud qu'ils coopèrent : à compétences égales, un technicien issu d'un pays en développement a des exigences moindres.

Initiée en 1996 dans le cadre du Programme spécial en faveur de la sécurité alimentaire de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), la méthode de coopération Sud-Sud est simple et déjà éprouvée: permettre à un pays en développement de profiter de l'expérience et des compétences spécialisées déjà acquises par un autre pays en développement. Une méthode fondée sur un constat: les pays pauvres affrontent généralement des difficultés analogues: pauvreté, Sida et autres pandémies, insécurité alimentaire frappent - certes à une échelle différente- aussi bien le continent africain que les continents asiatique ou sud-américain.

La FAO ou le PNUD facilite donc l'envoi d'experts et de techniciens d'un pays en développement vers un autre. Rémunérés conjointement par leur pays d'origine et le pays hôte, ces experts travaillent en rapport direct avec les collectivités rurales visées par le programme. Loin des hôtels de luxe fréquentés par les experts des pays du Nord, ils sont en relations directes avec les populations et coûtent plus de 20 fois moins cher : alors qu'un expert occidental coûte de 15 à 30 000 dollars par mois, l'expert du sud coûte en moyenne 1 000 Dollars.

Une différence de coût qui fait le succès du Programme. Depuis son lancement, une trentaine d'accords de coopération ont été signés. Ainsi plusieurs dizaines d'experts vietnamiens partagent leurs connaissances en riziculture avec leurs collègues laotiens, béninois et sénégalais, traditionnellement importateurs de riz. Le Maroc vient

quant à lui d'annoncer l'envoi d'une vingtaine d'experts agronomes à Djibouti pour former des techniciens locaux en matière de maîtrise de l'eau, d'intensification et de diversification des cultures, et d'élevage comme cela a été fait précédemment au Burkina Faso et au Niger. L'Egypte fournit aussi ses experts dans le domaine de l'irrigation et de la mécanisation en Tanzanie. Et la coopération ne fonctionne pas uniquement sur des programmes agricoles : des médecins mauritaniens sont en ce moment formés par leurs collègues marocains à l'obstétrique d'urgence.

Une coopération Sud/Sud qui concurrence peu la coopération Nord/Sud encore nécessaire dans certains domaines d'expertise très pointus. Pas plus qu'elle n'en est une alternative puisqu'elle la complète. D'autant que, depuis dix ans, l'aide publique au développement des pays historiquement contributeurs stagne ou diminue. L'Europe y consacre en moyenne 0,34% de son PIB, contre les 0,7% souhaités par les Nations Unies. L'aide américaine est la seule en progression (elle a doublé ces 5 dernières années) mais ne constitue encore que 0,14% du PIB des Etats-Unis. Une régression globale qui n'est pas compensée par l'augmentation des investissements privés.

Chacun a fait donc ses comptes. Signe de succès - et de nécessité - les Nations Unies ont même institué en 2004 une « journée mondiale de la coopération Sud-Sud » : la première des journées internationales dont le thème ne concerne pas directement tous les pays du monde (face à la journée de la femme, journée de lutte contre le Sida). L'Afrique, notamment, aurait beaucoup à gagner d'une intensification des coopérations avec d'autres régions sous-développées. D'autant que les bénéficiaires de ce type de coopération ne sont pas seulement économiques mais aussi parfois politiques. Rien de mieux en effet pour instaurer un climat de confiance et de compréhension entre des peuples qui se sont parfois opposés dans le passé.

Par Sophie Quinchart (Source Internet)

I – COMPREHENSION DU TEXTE

1. Donnez un titre au texte.
2. D'après le texte, en quoi consiste "la méthode de coopération Sud-Sud" ? Cette forme de coopération est-elle efficace ? Pourquoi ?
3. Comment expliquez-vous le fait qu'un expert occidental coûte plus cher qu'un expert issu d'un pays en développement ?
4. Dans quels domaines interviennent les accords Sud-Sud ? En connaissez-vous d'autres plus prioritaires ? Donnez vos raisons.
5. D'après le texte, peut-on parler d'une véritable complémentarité Sud-Sud ? Quels avantages économiques et politiques pour l'Afrique ?

II – EXPRESSION ECRITE : Dissertation.

- (1) "L'Afrique, notamment, aurait beaucoup à gagner d'une intensification des coopérations Sud-Sud". Qu'en pensez-vous? Illustrez vos arguments d'exemples précis.
- (2) La lecture du texte "L'Afrique et l'Union Européenne" a-t-elle modifié l'opinion que vous avez du partenariat UE-Afrique ? Illustrez vos arguments d'exemples précis.

III – EXPRESSION ORALE

- (1) Enquête (travail de groupe)
L'Etat mauritanien favorise les petites entreprises privées qui contribuent au développement régional. Décrivez le fonctionnement de l'une d'elles.
- (2) Vous disposez de quelques capitaux, dans quel domaine choisissez-vous de les investir et pourquoi ? Voici quelques suggestions : santé, éducation, sécurité alimentaire ...

RELATIONS NORD-SUD

Vingt pour cent (20 %) de la population mondiale consomme 80 % des richesses, et la moitié de l'humanité vit avec moins de 2 Dollars par jour. Cette disparité croissante est aujourd'hui insoutenable.

*

*

L'écart entre Nord et Sud peut se mesurer par l'"empreinte écologique" (estimation, par habitant, de l'impact de l'activité de production, de consommation et de rejets sur la planète). La moyenne mondiale est proche de 2,8 hectares, de 6 au plan européen et de 12 en Amérique du Nord ; la première des inégalités est donc l'appropriation de l'espace et des ressources. L'impact écologique des activités humaines dépassant de plus de 30 % les capacités de la planète à se renouveler et absorber les pollutions, la survie des générations futures ne peut être assurée que par l'élimination de la surconsommation et de la prédation des ressources naturelles par l'Amérique du Nord et l'Europe ; car on ne peut économiser sur le développement nécessaire pour assurer aux habitants des pays du Sud les minimums vitaux (eau potable, infrastructures sanitaires, éducation, santé, etc.).

La dette extérieure des PED (Pays En Développement) a quadruplé en vingt ans, et atteint aujourd'hui 2 527 milliards de dollars. Visant initialement à financer le développement des pays décolonisés, elle est vite devenue une spirale infernale : poussés à l'emprunt, les Etats du Sud ont dû, par le jeu de taux d'intérêts croissants, emprunter pour rembourser. Or la dette est un obstacle majeur au développement : son remboursement absorbe des ressources considérables, au détriment de domaines essentiels (santé ou éducation).

L'initiative d'allègement de la dette engagée dès 1996 pour les pays pauvres très endettés (PPTÉ) a montré ses carences : sous financement, restrictions limitant l'admissibilité, insuffisance de l'allègement, pesanteur des procédures et imposition de politiques libérales d'ajustement structurel perpétuant le sous-développement et l'endettement.

Cette dette est un facteur aggravant des inégalités et permet de maintenir les relations Nord/Sud dans un rapport dominant-dominé, fruit du colonialisme. Surendettés, les Etats du Sud sont tenus de se soumettre aux règles des institutions financières internationales (FMI, Banque Mondiale), favorisant libéralisation et privatisations, souvent au détriment des politiques sociales. Ils sont également victimes d'un système commercial mondial privilégiant la rentabilité immédiate au développement soutenable : leurs ressources sont pillées par une poignée de firmes, souvent avec la caution de gouvernements non démocratiques et corrompus de certains pays du Sud. Cela conduit à la destruction des agricultures locales, à l'exode rural, au développement massif des bidonvilles, à la malnutrition et à l'exclusion de groupes sociaux de plus en plus importants.

De graves effets environnementaux sont également à déplorer : les pays du Sud sont contraints à une stratégie d'exportation à tout va, qui pousse à la surexploitation des ressources naturelles et à l'accentuation de l'effet de serre. Le Nord s'est également développé en dilapidant les ressources non renouvelables. Ce "mal développement" fragilise les milieux naturels : surexploitation des sols, déforestation et désertification, pollutions des sols, de l'air, de l'eau, atteintes aux équilibres atmosphériques globaux, baisse des ressources en eau, etc.

Enfin, ce déséquilibre est devenu l'un des principaux facteurs d'instabilité mondiale, l'inégalité alimentant l'ethnicisme, l'intégrisme religieux et le terrorisme. La solidarité est donc non seulement un devoir moral ; c'est aussi une nécessité pour la stabilité internationale.

(Source Internet)

I – COMPREHENSION DU TEXTE

1. Donnez un titre au texte.
2. Donnez un titre à chaque paragraphe du texte.
3. Dégagez les différents types de relation entre le Nord et le Sud.
4. Relevez dans l'ordre où elles apparaissent dans le texte les caractéristiques des relations Nord-Sud puis, justifiez-les en citant – au besoin – le texte.
5. Caractérissez le ton du texte (moqueur, plaintif, ferme..). Justifiez votre point de vue.
6. Quel est l'objectif de ce texte ? Cet objectif est-il atteint ?
7. D'après le texte les relations Nord-Sud sont des rapports de complémentarité ou de déséquilibre ? Justifiez votre réponse.

II – EXPRESSION ECRITE : (Dissertation)

"La dette est un obstacle majeur au développement".
Expliquez et discutez cette affirmation dans un développement suivi et illustré d'exemples.

III – EXPRESSION ORALE : Recherches / Exposé.

- (1) "Les relations Nord-Sud" - Les problèmes qu'elles posent -
L'attitude des pays devant ces problèmes.
- (2) Les relations Nord-Sud sont-elles déterminantes pour
l'économie des pays en voie de développement ?